

RENDU EXECUTOIRE LE

19 DEC. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



DGAS

Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

Envoyé en préfecture le 30/11/2023

Reçu en préfecture le 30/11/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231130-23_A_SE_0388-AR

S'LO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0388**du 30 NOV. 2023**

portant modification de la capacité
du service d'accompagnement à la vie sociale
géré par le CPEAS

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'instruction N°DRESS/DMSI/DGCS/2018/55 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux

VU le schéma des solidarités du Département de la Vienne 2020-2024 approuvé par délibération du Conseil Départemental du 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2019-DGAS/SE-0144 du 18 février 2019 portant création d'un service d'accompagnement à la vie sociale de l'ESAT du Haut-Poitou à Neuville-de-Poitou géré par CPEAS de 4 places,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2019-DGAS/SE-0145 du 26 février 2019 fixant les conditions d'habilitation à l'aide sociale du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de l'ESAT du Haut-Poitou à Neuville-de-Poitou, géré par CPEAS ;

CONSIDERANT la file active de 15 personnes constatée sur l'année 2023 ;

CONSIDERANT que le projet présenté par CPEAS est en adéquation avec les objectifs du Schéma des solidarités 2020-2024, plus spécifiquement avec la fiche action 2-8-2 « garantir l'accès à toutes les personnes en perte d'autonomie à une offre médico-sociale de qualité : développer l'offre de prise en charge des personnes en situation de handicap et des personnes âgées » ;

CONSIDERANT les échanges avec les gestionnaires de ce type de service pour personnes adultes handicapées de la Vienne potentiellement intéressés et en capacité de mettre en œuvre des extensions de capacité non importantes dans les services d'accompagnement à la vie sociale, n'entraînant pas de besoins de financement conséquents ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

Envoyé en préfecture le 30/11/2023
 Reçu en préfecture le 30/11/2023
 Publié le
 ID : 086-228600011-20231130-23_A_SE_0388-AR

ARRETE :

ARTICLE 1 : La capacité du service d'accompagnement à la vie sociale de l'ESAT du Haut-Poitou géré par CPEAS et financé par le Département est portée à 6 places en file active, à compter du 1^{er} décembre 2023, soit une augmentation de 2 places supplémentaires.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

1°) Entité juridique :

N° FINESS	860793165
Raison sociale	COMITE POITEVIN POUR LA PROTECTION ET L'EDUCATION DE L'ENFANCE HANDICAPEE
Adresse	16 Route de Chauvigny 86550 MIGNALOUX BEAUVOIR
Statut juridique	2100 – Organisme Privé Non Lucratif

2°) Entité géographique :

Entité établissement	S.A.V.S.
n° FINESS	860015056
Code catégorie	446 – Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
Adresse	13 rue de Mavault 86170 NEUVILLE DE POITOU
Capacité	6

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
965	Accueil et accompagnement non médicalisé de personnes handicapées	16	Prestation en milieu ordinaire	10	Tous Types de Déficiences Personnes Handicapées	6

ARTICLE 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

L'arrêté n° 2019-DGAS/SE-0145 du 26 février 2019 fixe les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 18 février 2034.

Envoyé en préfecture le 30/11/2023
Reçu en préfecture le 30/11/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231130-23_A_SE_0388-AR

Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

Conformément aux décrets 2022-695 du 26 avril 2022 et 2022-742 du 28 avril 2022, l'évaluation est effectuée par un organisme accrédité par le COFRAC ou tout organisme européen équivalent et selon un calendrier défini par les autorités en charge des autorisations. L'établissement devra transmettre l'évaluation au Département et à la Haute Autorité de santé.

ARTICLE 5 : Le titulaire de l'autorisation transmet avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée à l'autorité compétente une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.312-1.

ARTICLE 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

ARTICLE 7 :

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Envoyé en préfecture le 30/11/2023
Reçu en préfecture le 30/11/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231130-23_A_SE_0388-AR

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la ~~Directrice Générale Adjointe~~ des Solidarités, le Directeur de CPEAS, gestionnaire des structures de l'association, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 NOV. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON